

aux États-Unis, il reste encore un groupe assez fort de sionistes ardents, dont les chefs s'occupent, en ce moment, à recueillir des souscriptions, dans les centres juifs, comme New-York, par exemple, pour la fondation d'une république juive en Palestine.

Il est curieux d'entendre les chefs de la faction non-sioniste, comme le rabbin Leipziger de la Nouvelle-Orléans, exposer les motifs de leur opposition au projet palestinien : " Il n'y a pas de doute, disait le rabbin dans son récent discours sur le sionisme, que la flammé de l'antisémitisme a été ravivée par l'importance excessive donnée, en certains milieux, à la culture du sentiment national juif. Avec l'établissement d'un État juif, les antisémites feront certainement de nouveaux adeptes, si un nombre considérable de nos coreligionnaires, dans n'importe lequel des pays du monde, consacrent une grande partie de leurs services, de leur énergie, de leurs pensées et de leurs sentiments à un pays étranger... Je crains donc que, si l'établissement d'un État juif vient à s'effectuer et s'il provoque une réponse en argent, en services et en énergie de la part des sionistes, la liberté politique des Juifs n'ait à en souffrir dans certains pays où ils ont conquis cette liberté au prix de sacrifices et de souffrances incommensurables ".

A ces craintes d'ordre politique, viennent se joindre, chez les non-sionistes, le regret intense d'avoir à quitter, pour rentrer dans les vues nationalistes des sionistes, des positions et des fortunes acquises que le rêve enthousiaste d'une république juive en Palestine ne peut réussir à leur faire oublier et encore moins à leur faire abandonner.

Chose étonnante, c'est des Juifs anglais eux-mêmes qu'est venue la protestation la plus nette et la plus énergique contre le projet appuyé par le gouvernement britannique d'un État juif en Palestine. Dès le mois de mai dernier, en effet, la *Anglo-Jewish Association* communiquait à la presse mondiale une délibération motivée de son opposition au mouvement sioniste, qu'elle déclarait appuyée sur deux raisons principales, la première étant que la nationalité juive ne doit exclusivement se distinguer des autres que par la religion, et la seconde que la concession de privilèges aux Juifs en Palestine serait " une calamité pour le peuple juif tout entier, qui regarde comme un principe essentiel celui des droits égaux pour toutes les confessions ".